



Mémoire en réponses au procès-verbal de synthèse des observations du public, dressé par Monsieur VINCENT, Commissaire-enquêteur

*Enquête publique portant sur la demande d'autorisation unique d'exploitation avec
modification des conditions d'exploitation de la carrière et des installations de traitement,
situées sur la commune d'Aime la Plagne, société CMCA (devenue CMSE au 1^{er} avril 2021)*

Du 13 septembre 2021 au 15 octobre 2021

Mémoire du 05 novembre 2021



Préambule

Durant l'enquête publique menée du 13 septembre 2021 au 15 octobre 2021, 133 observations ont été reçues. La majorité des observations défavorables ou nuancées vis-à-vis de la demande (pour ne pas dire la quasi-totalité, du fait du manque d'informations sur certaines dépositions) ont été formulées par des habitants de Villette, situés au nord-est de la carrière et masqués de la carrière par une colline naturelle et agricole. Les riverains de Centron, du Villaret ou des Esserts ne se sont pas (ou très peu¹) manifestés durant cette enquête publique alors qu'ils se situent eux aussi, autant à proximité de la carrière, et pour certains face au carreau exploité.

Ces observations ont été synthétisées par Monsieur Vincent, le commissaire-enquêteur désigné, dans un tableau et numérotées de 1 à 133. L'exploitant, dans sa réponse, reprendra cette même numérotation.

Un grand nombre de commentaires sont redondants ou relatifs à des thématiques identiques. Le commissaire enquêteur et l'exploitant ont donc dégagé les thématiques principales ressortant des 133 observations afin d'apporter une réponse à chacune d'elles.

Certaines observations, se détachent des autres par leur contenu. Elles font l'objet d'une réponse particulière de l'exploitant dans ce mémoire en réponses, à la demande du Commissaire et/ ou au souhait de l'exploitant.

Les thèmes redondants se dégageant des observations déposées sont les suivants, du plus au moins fréquent :

- Les nuisances liées à l'exploitation que sont : la poussière, les vibrations et le bruit ;
- La fissuration des habitations qui serait causée par les tirs de mines ;
- L'impact paysager du projet ;
- La durée de la demande d'autorisation jugée trop longue, la crainte des villettains de voir l'extraction se diriger en direction de Villette et le souhait de certains habitants de limiter l'extraction sur une durée de 15 ans ;
- Les impacts du projet sur la RN 90 que sont : les coupures du trafic, la sécurité des usagers ou encore la gestion des secours ;
- L'impact du projet sur une éventuelle augmentation du vent ;
- L'impact environnemental du projet sur la faune-flore ;
- La dévaluation du prix de l'immobilier du fait de l'exploitation.

¹ Quelques personnes venues déposer leurs commentaires n'ont malheureusement pas renseigné leur lieu de vie, ces observations sont minoritaires en nombre (26 sur 133). La majorité des observations négatives a été déposée par des habitants de Villette. Il est intéressant de noter que la population de l'ex commune de Montgirod (dont font partie les bourgs de Centron et du Villaret, tout autant concernés par le projet) est de 500 habitants au dernier recensement 2018 de l'INSEE, rapport 2021. Aussi sur les 133 observations déposées, 20 sont favorables au projet. La majorité des observations déposées sur le registre sont donc déposées par des villettains comme le montre la grille de synthèse.

Le mémoire en réponses s'attache dans une première partie à répondre à ces thématiques, puis dans une seconde partie à répondre aux autres observations particulières le nécessitant.

L'exploitant s'est attaché à simplifier autant que possible ses réponses de façon à ce qu'elles soient compréhensibles du public, ceci à la demande du commissaire enquêteur. Pour plus de détails techniques ou réglementaires, des renvois au dossier d'enquête publique sont faits.

Sommaire

Partie 1 - Réponses de la société aux observations du public par thématiques	5
1. Nuisances.....	5
1.1 Les poussières	5
1.2 Les vibrations liées aux tirs de mine.....	7
1.3 Le bruit	10
2. La fissuration des habitations.....	11
3. Impact paysager et remise en état	11
4. Durée de la demande d'autorisation et devenir de la crête nord	13
4.1 Justification de la durée demandée de 30 ans.....	13
4.2 Devenir de la crête nord.....	16
5. Les impacts du projet sur la RN90	17
5.1 Les interruptions de trafic.....	17
5.2 La sécurité des usagers au regard des aléas d'éboulements ou de chutes de blocs.....	17
5.3 La gestion des secours en cas de coupure prolongée de la RN 90	19
6. Impact du projet sur le vent	19
7. Impact du projet sur la faune-flore, le CO2	21
7.1 Concernant la faune-flore	21
7.2 Concernant l'impact du projet sur le CO2	22
8. Le prix de l'immobilier	23
Partie 2 - Réponse de la société à certaines observations.....	28
1. Les observations n°16, 17, 93 et n°60, 99, 108 (association « STOP carrière ») et 92, 109 (pétition lancée par la même association).....	28
2. Observations n°21 et 122 (M. Girard-Roux).....	33
3. Observations n°59, 63 sur la question du contrôle du tonnage extrait	35
4. Observations 84, 87, 94	35
5. Observations 107 (Mme Chenal Muriel) :	35
6. Observation n°116 (M. Jacques Duc).....	36
7. Observation n° 118 (Association Vivre en tarentaise)	37
8. Observation n°120 (Vibert Christian).....	39
9. Observation n°133 (Chenu Hervé).....	40
Conclusion.....	42

Partie 1 - Réponses de la société aux observations du public par thématiques

1. Nuisances

1.1 Les poussières 1.1.1 Contexte

La poussière est le sujet qui est le plus ressorti des observations du public, elle est citée 41 fois, dont 36 fois par des villetains².

Le site fait l'objet d'un suivi des retombées de poussières environnementales qui est normé et réglementé. Les suivis effectués depuis 2005 et plus particulièrement depuis 2018³ montrent le respect des seuils réglementaires par l'exploitant par un réseau de 6 appareils de collecte autour de la carrière dont 3 autour du bourg de Villette. La localisation de ces points de mesure est rappelée ci-après, elle est extraite du dossier d'enquête publique (Classeur 2, Partie 2, page 78/79) :



² 5 personnes n'ayant pas renseigné leur lieu de vie ont cité les poussières dans leur observation.

³ De nouvelles règles sont applicables depuis 2018 pour mesurer les retombées de poussières dans l'environnement (art. 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié)

Ces suivis sont réalisés par un prestataire externe, garant des résultats récoltés et analysés.

L'exploitant communique ces suivis à la DREAL chaque année. Ce service est en charge de l'inspection des sites de carrière en France et veille au respect des réglementations.

Les vents dominants proviennent du sud-ouest en premier lieu et du nord-est dans une moindre mesure. Les villages de Villette et de Centron sont donc les plus concernés par les poussières car proches de la carrière tous les deux et dans l'axe des vents dominants.

Plusieurs mesures sont prises par l'exploitant pour réduire les envois de poussières sur site :

- Les voies de circulation sont balayées par temps humide ;
- Les pistes utilisées, la bascule et la voie d'accès sont aspergées d'eau à l'aide d'asperseurs automatiques et d'une arroseuse mobile ;
- L'installation de traitement est enfermée (bardée) et équipée de systèmes d'aspiration des poussières (aux sources identifiées de poussière de cette unité).

Les tirs de mines sont une source de poussière remarquée, pour laquelle l'exploitant peine à trouver une solution efficace. Plusieurs tests ont été effectués depuis 2018 :

- Les fronts ont été aspergés d'eau avant un tir ;
- Une lance à eau (équivalente à celle utilisée par les pompiers) a été utilisée pour rabattre les poussières ;
- Plus récemment, un canon à neige a été mis en place lors d'un tir pour évaluer son efficacité sur le rabattement des poussières.

Aucune de ces expérimentations n'a été concluante cependant. Les difficultés viennent de la taille du site, du manque de point d'eau en haut du site (sur la crête nord), des contraintes propres à l'utilisation d'explosifs (certains sont incompatibles avec l'eau) et des techniques actuelles sur le sujet du rabattement d'un nuage de poussières lors d'un tir de mine peu développées.

Notons toutefois que les émissions de poussières liées à un tir de mine sont des effets discontinus, limités en nombre et dans le temps (1 tir en moyenne par semaine sur 8 mois).

La configuration de la carrière vient également limiter la dispersion des poussières liées aux tirs, notamment pour les tirs effectués sur des paliers inférieurs : le tir est « enfermé » par les fronts de la carrière qui est en courbe. Nous notons à ce titre que l'essentiel des réserves du projet sont obtenues par approfondissement du carreau de la carrière actuelle ; en conséquence, la dispersion des poussières liées aux tirs de mines sera de plus en plus limitée au cœur du carreau à l'avancement.

Un autre problème lié à l'abattement des poussières est la disponibilité en eau naturelle du Nant Agot, depuis lequel l'exploitant s'approvisionne. Ce cours d'eau est temporaire et connaît des assèchements estivaux. L'eau est aussi une denrée qui doit être gérée avec responsabilité par le carrier. Lorsque le débit du cours d'eau est trop faible, l'exploitant utilise jusqu'à épuisement les 2 stocks d'eau qu'il possède (le bassin tampon et un réservoir enterré).

photographie du bassin tampon :



Si ces deux réserves sont épuisées en période estivale, l'exploitant fait alors livrer de l'eau auprès d'un prestataire local, qui ne peut pas toujours se déplacer rapidement. Ainsi l'été, l'exploitant est parfois contraint de diminuer la fréquence de l'arrosage du site pour économiser l'eau.

Pour plus d'informations, notamment techniques et réglementaires au sujet des poussières, le lecteur est invité à se reporter au dossier d'enquête : classeur 2, partie 2 thème 3 pages 74-80.

1.1.3 Améliorations proposées / engagements

- L'exploitant poursuivra sa recherche de solutions techniques en vue de diminuer la levée de poussières lors des tirs, en se tenant informé de l'évolution des meilleures techniques disponibles au sein de la profession ;
- L'exploitant s'engage à continuer d'exposer aux riverains lors des réunions de la CLIS (Comité Local d'Information et de Suivi) à venir, annuellement, les résultats de ces mesures ;
- Afin de ne plus être dépendant du débit du Nant Agot, qui est parfois dévié complètement en amont du site, l'exploitant s'engage à faire une demande de raccordement au réseau d'adduction d'eau communal. Ainsi, de l'eau sera toujours disponible en quantité suffisante pour poursuivre et améliorer le travail de lutte contre les poussières.

1.2 Les vibrations liées aux tirs de mine

1.2.1 Contexte

La vibration induite par les tirs de mines est le deuxième impact le plus cité par les observations (cité 35 fois dont 28 fois par des villettains). Ici aussi, les riverains d'autres hameaux que Villette, pourtant à

proximité du site, ne se sont pas prononcés sur le sujet (à la remarque près de la note 1 de pied de page présentée dans le préambule).

Les vibrations induites par les tirs de mine sont réglementées et instrumentées : la réglementation nationale impose un seuil maximal de 10 mm/s au droit des habitations les plus proches pour garantir leur intégrité. Pour autant, l'arrêté préfectoral actuel du site, a des prescriptions beaucoup plus restrictives, comme l'extrait ci-dessous permet de le lire :

14.2 nuisances dues aux tirs de mines

Les tirs ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières supérieures à 2 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Il est toléré que, sur 10 tirs de mines consécutifs, les vitesses particulières de 2 tirs au plus dépassent 2 mm/s sans excéder 2,5 mm/s.

On entend par construction avoisinante, les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine, et les monuments.

Chaque tir est enregistré et les résultats transmis à l'inspecteur des installations classées. Les résultats sont portés à la connaissance du maire d'Aime par l'exploitant.

L'exploitant met en place un appareil de mesure des vibrations sur un édifice du hameau de Villette, choisi en accord avec la commune d'Aime.

Peu de sites de carrières sont concernés par un seuil aussi bas : 2 mm/s au lieu de 10 mm/s.

Les vibrations induites par les tirs de mines du site sont systématiquement mesurées par un prestataire externe en un point de base à Villette (le plus souvent au muret du village).

D'autres mesures peuvent être effectuées à la demande, comme proposé par l'exploitant lors de la CLIS du 16 décembre 2019. Proposition à la suite de laquelle un seul riverain s'est montré intéressé et chez qui une mesure a bien été effectuée.

Le suivi des vibrations effectué de 2015 à 2018 montre que la majorité des tirs engendrent des vibrations inférieures à 2 mm/s. Le détail de ce suivi et des résultats est présenté en toute transparence au dossier d'enquête au classeur 2 partie 2 thème 7 aux pages 302 à 304. Ce détail a fait l'objet de commentaires de la part de l'association « Stop carrière », auquel nous répondons en partie 2.

Dans le cadre de la nouvelle demande d'autorisation, les tirs de mines continueront d'être systématiquement suivis par la pose d'un capteur à Villette sur le point de base et sur un point sollicité par les tiers le souhaitant sur leur habitat. La charge unitaire sera réduite lors des tirs proches des habitations de façon à contenir les vibrations induites. (page 309 du classeur 2 partie 2 thème 7).

Le ressenti des tirs génère sans doute aussi ces observations ; ceci est vraisemblablement lié à la surpression aérienne lors du déclenchement du tir (le claquement de l'air qui surprend), puisque les mesures de vibrations sont conformes et bien en deçà du seuil national de 10 mm/s comme vu précédemment.

La surpression aérienne est souvent plus perçue par le voisinage que les vibrations du sol, ces deux effets sont souvent confondus. La surpression aérienne induit une perception « vibrotactile » (liée à la propagation de l'onde de pression dans l'atmosphère). Cette donnée est mesurée en dBL (décibel)



linéaires). Elle est perceptible par l'homme à partir de 100 dBL. Vis-à-vis du ressenti des personnes, le seuil de confort connu est de 125 dBL⁴. Ce seuil de confort n'est pas une limite réglementaire pour les carrières. Après étude des rapports de tirs, il s'avère que la surpression aérienne est en moyenne de 106 dBL sur 7 ans de mesures (depuis 2015) et que la surpression mesurée à Villette n'a jamais dépassé le seuil de confort de 125 dBL.

Les résultats des mesures de vibrations et de la suppression aérienne seront présentés aux riverains lors des prochaines CLIS.

1.2.2 Améliorations proposées / engagements

Pour améliorer le quotidien des riverains l'exploitant s'engage à :

- Contrôler la surpression aérienne et à veiller à ce que celle-ci soit inférieure à 125 dBL. L'instrumentation permettra d'étalonner les tirs pour respecter cette valeur cible le cas échéant ;
- Continuer de contrôler les vibrations du sol à chaque tir, sur le point de base de Villette et à une habitation qu'un habitant de Villette voudra faire mesurer dans le strict respect des normes applicables ;
- A la demande de la DREAL, un tir sera enregistré par un laboratoire désigné par le service de l'Etat (contrôle LCPC ou CEREGE par exemple) ;
- L'exploitant propose que le prestataire en charge des mesures de vibration prenne systématiquement une photographie du capteur scellé et précise avec quel matériau il a été scellé, en vue de mettre ces éléments dans le rapport de tir ;
- Concernant l'inclusion d'habitants de Villette dans le suivi des mesures proposée par M. Vibert (observation n°120⁵), proposition partagée par le Commissaire-enquêteur, l'exploitant y est favorable, à la condition que la démarche soit constructive. Les habitants pourraient à cet effet être invités à assister à la pose d'un capteur de vibrations et à la lecture des résultats en direct ;
- Un représentant du village (ou du conseil municipal par ailleurs) pourrait être désigné pour communiquer régulièrement avec l'exploitant sur la vie du site et le ressenti des riverains en vue d'une recherche d'amélioration sans attendre la fréquence annuelle de la CLIS ;
- Informer la mairie des résultats du tir passé (si pas de représentant du village) ;
- Aussi, l'exploitant renouvelle le fait qu'il peut réaliser des mesures supplémentaires de vibrations au droit d'habitation sur demande.

⁴ Ce seuil est notamment décrit dans la circulaire du 2 juillet 1996 relative à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié. Dans la littérature, il est constaté que le nombre des plaintes des riverains augmente fortement à partir de 115 dBL.

⁵ « Il me semble donc impératif que les nuisances forcément occasionnées par ce type d'exploitation fassent l'objet de contraintes renforcées pour CMCA, et d'un suivi par une structure à définir, mais incluant les habitants de Villette. »



⇒ Ces propositions pourront être travaillées et nécessitent d'être également partagées par les riverains de Villette.

Nb : Pour les quelques observations mentionnant le fait que les capteurs de vibrations ne sont pas scellés ou mal fixés par le prestataire, une réponse est apportée par l'exploitant en partie 2 (dans la réponse au courrier de l'association « STOP Carrière »).

1.3 Le bruit

1.3.1 Constat

Le bruit généré par l'exploitation est quant à lui cité 28 fois dans les observations déposées, dont 22 fois par des habitants de Villette.

Paradoxalement, le suivi sonore se fait depuis plusieurs années afin de respecter des seuils réglementaires pour les émissions de bruit « directes » et les mesures des émergences sonores (différence entre carrière en activité et sans activité dans un même fond sonore environnant).

Le suivi effectué sur le site est conforme à ces seuils. Pour plus d'informations, se reporter au classeur 2, partie 2, thème 7 pages 294-298.

De plus, pour connaître les effets du projet d'exploitation de l'éperon sur les émissions sonores tout en tenant compte de la réalité sonore de l'exploitation actuelle (sur la base des relevés effectués), une modélisation acoustique a été réalisée. Cette étude est présente au classeur 3 des études techniques. Elle est également résumée au classeur 2, partie 2, thème 7, pages 297-300.

Chaque phase d'exploitation a été modélisée en prenant en compte les émissions les plus fortes (cas le plus défavorable). Sont considérées les émissions de bruit directes et les émergences sonores dans cette simulation.

Les émergences calculées visent à respecter les seuils réglementaires. Au travers de cette modélisation, aucune mesure supplémentaire autres que celles déjà actuellement mises en place n'a donc été ajoutée.

1.3.2 Amélioration proposée / engagements

Dans le respect de la réglementation opposable sur ce thème, la société continue donc de s'engager à :

- Veiller à faire une campagne de sensibilisation auprès des chauffeurs pour leur rappeler que l'usage du klaxon se limite strictement aux situations de danger (à la carrière comme à la centrale à béton) ;
- Limiter l'usage de tout appareil de communication par voies acoustiques sauf si leur emploi est lié à la sécurité des personnes ;
- Utiliser des engins répondant aux normes ;
- Maintenir la limitation de la vitesse sur site des engins et des PL ;



- Equiper les engins d'avertisseurs de type cri du Lynx (ayant un impact sonore moindre que les avertisseurs de reculs classiques) ;
- Maintenir en bon état le bardage des installations.

Le contrôle des niveaux sonores continuera d'être effectué et des mesures correctives seront prises au besoin en cas de résultats non conformes.

Les résultats de ces suivis acoustiques continueront d'être présentés aux riverains en CLIS. Ici aussi, les riverains d'autres hameaux pourtant à proximité du site, ne se sont pas prononcés sur le sujet (à la remarque près de la note 1 de pied de page présentée dans le préambule).

2. La fissuration des habitations

Plusieurs riverains de Villette accusent l'exploitant d'être responsable de la présence de fissures sur leurs habitations (24 observations), 4 observations en plus citent également les fissures mais elles n'ont pas précisé leur lieu de vie. Il y a donc 28 observations sur ce sujet au registre.

L'exploitant respecte bien en deçà la valeur de seuil des vibrations de 10 mm/s puisque notre autorisation actuelle est à 2 / 2,5 mm/s

Cette valeur de 10 mm/s, notifiée dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, est définie comme seuil national justement pour garantir l'intégrité des habitations avoisinantes.

Elle comporte une marge de précaution sachant que dans la littérature, les risques d'apparition de dégâts mineurs sur les constructions apparaissent pour des vitesses particulières pondérées supérieures à 50 mm/s. (réf : Pierre CHAPOT, 1981, Rapport de recherche du Laboratoire Central des Ponts et Chaussées n°105 – Etude des vibrations provoquées par des explosifs dans les massifs rocheux)

Des propriétaires de maison à Villette ont déjà par le passé (avant 2005) mis en cause l'exploitant de la carrière pour des désordres constatés sur leurs maisons et ont fait des déclarations auprès de leurs assurances. Aucune de ces démarches n'a abouti à la conclusion que les désordres constatés ont pour origine les tirs de mines dans la carrière à ce jour. Ainsi, aucun lien de causalité avec les tirs de mines du site ne peut être établi quant à la présence de fissures sur des habitations au village de Villette.

3. Impact paysager et remise en état

L'impact paysager est cité 21 fois dans les observations, dont 15 fois par des villettains (6 autres personnes l'ont mentionné mais n'ont pas précisé leur lieu de vie).

L'impact paysager du site a été travaillé avec un bureau d'étude paysager qui a produit une étude spécifique et les services de l'Etat de façon à proposer une remise en état du site qui permette de l'insérer au maximum dans son environnement naturel. Les avis sont partagés sur l'impact paysager



du site et restent subjectifs selon chaque personne, les observations le montrent également. Pour autant, la remise en état du site a été validée par toutes les parties qui devaient émettre un avis à ce sujet au moment de l'élaboration finale de la demande d'autorisation.

Plusieurs mesures ont été définies pour favoriser l'insertion du site dans le paysage, elles sont détaillées dans le classeur 2 partie 2 au thème 5 sites et paysages (pages 237-245) du dossier d'enquête publique. Pour rappel elles sont les suivantes :

- Réaménagement coordonné à l'exploitation (les trois fronts nord supérieurs seront remis en état dès les 5 premières années puis le reste du site sera réaménagé au fur et à mesure sur les zones dont l'extraction sera terminée) ;
- Les fronts supérieurs nord seront patinés ou subiront un traitement de façon à colorer la roche claire pour que le contraste avec la roche non extraite soit moins fort. Un mélange de terre et de graines sera projeté sur ces fronts pour favoriser la reprise d'une végétation dans les meilleurs délais ;
- Certaines banquettes seront écrêtées, d'autres laissées plus ou moins larges, pour casser la linéarité ;
- Les fronts ouest seront talutés en pente douce. Pour cela des matériaux inertes extérieurs au site seront utilisés pour créer une grande verse terreuse qui sera ensuite ensémentée. Ainsi la continuité topographique avec les terrains voisins à l'ouest sera rétablie et plus douce ;
- Le site sera à terme revégétalisé, avec notamment la plantation d'arbres et arbustes (reconstitution d'un bois) en mesure compensatoire au défrichement sur une surface de 15 000 m².

Une maquette 3D a été réalisée afin de pouvoir montrer directement à la commune et aux riverains l'aspect paysager du site au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation. Des captures de cette maquette ont été insérées au dossier (page 241 du classeur 2, partie 2, thème 5). La maquette a été présentée au conseil municipal d'Aime la Plagne en janvier 2019 de façon à ce que la commune puisse apprécier les mesures mises en œuvre pour remettre en état le site. A la suite de cette présentation, la commune s'est montrée favorable au projet de remise en état du site.

L'exploitant note que les riverains de Centron, pourtant situés au sud du site, face (I) à l'ouverture et aux fronts extraits, et donc beaucoup plus concernés par l'impact paysager que les habitants de Villette (carrière masquée de ce bourg par une colline boisée pour partie), ne se sont pas (ou très mineure) prononcés sur ce sujet durant l'enquête.

Concernant la remise en état du site, il est rappelé que celle-ci vise à fondre le site dans son environnement naturel, de façon à rendre un site qui ressemble le mieux possible à ce qu'il était avant exploitation. Les terrains sont inscrits en zone Naturelle de carrière (Nc) au PLU de la commune d'Aime-La-Plagne. La remise en état proposée par l'exploitant et validée par la commune en 2019 correspond donc bien à la vocation des terrains.

Les terrains appartenant à la commune, rien ne lui empêche de prévoir après post-exploitation un autre avenir pour ce site, comme suggéré et souhaité par les riverains (par exemple d'y créer un parc photovoltaïque ou un parc de loisirs). Dans ce cas, le PLU devra être modifié en conséquence.

4. Durée de la demande d'autorisation et devenir de la crête nord

La durée de la demande d'autorisation a fait l'objet de plusieurs remarques : une confusion est née du fait de la présence d'un planning d'extraction de l'éperon sur 12 ans dans l'étude spécifique d'avant-projet technique Arias Montagne du classeur 3 du dossier d'enquête publique, alors que la demande en elle-même est présentée sur 30 ans. Les villetains ont cru y voir une possibilité pour l'exploitant d'extraire dans les 30 ans la crête nord du site, pourtant non concernée par cette demande d'autorisation. Aussi, nous souhaitons rétablir la réalité du projet.

4.1 Justification de la durée demandée de 30 ans

Pour bien comprendre où se situent les volumes justifiant la durée au regard de la production sollicitée, il convient de préciser ce qu'il y a lieu à entendre par « éperon ». L'éperon n'est que la partie supérieure des terrains constitués par la partie de parcelle ZO 111.



Au sens géomorphologique, il s'agit de la saillie d'un contrefort montagneux ou d'un coteau comme la photo ci-dessus le montre. Ainsi, cet éperon correspond à ce qu'est la partie visible d'un iceberg, une part importante des réserves se situant en dessous (sous la cote 650 m NGF).

Le planning ARIAS MONTAGNE d'exploitation de l'éperon rocheux ne dure que 12 ans car il a été uniquement calculé sur l'exploitation de l'éperon en se basant sur un tonnage variable suivant l'altimétrie et la zone d'extraction et pouvant hypothétiquement atteindre jusqu'à 400 000 T/an (ce tonnage maximal n'a pas été retenu par l'exploitant).

Ce rapport a été réalisé en avant-projet en février 2018 afin de définir la méthode d'exploitation de l'éperon, pour pouvoir la présenter aux services de l'Etat et la retravailler. Ce rapport n'avait donc que pour seul objet de présenter les principales étapes d'exploitation de l'éperon rocheux.

La demande de renouvellement et de modification des conditions d'exploitation portant sur la totalité du site, a été étudiée et réalisée par la suite en 2018/2019.

Dans le cadre de la demande de renouvellement, c'est l'ensemble de la vie de l'exploitation du site qui a été prise en compte pour déterminer le phasage du site. Le rythme d'exploitation demandé est le même qu'actuellement : 250 000 T/an en moyenne et 300 000 T/an au maximum (ainsi le tonnage de 400 000 T/an du rapport Arias Montagnes est surestimé au regard de la demande déposée). Au rythme d'exploitation demandé, l'extraction de l'éperon seule ne serait plus de 12 ans mais de 15 ans.

La demande d'exploitation de la carrière porte sur 30 ans car elle comprend à la fois l'exploitation de l'éperon rocheux (15 ans d'affilée estimés à ce jour avec les rythmes d'exploitation demandés) mais aussi les travaux d'extraction du carreau déjà existant (pour l'approfondir notamment), la mise en place des verses à l'aide de matériaux inertes et la remise en état du site.

Ainsi durant les phases 1 et 2, l'éperon sera abaissé à la cote 706 m NGF pendant que le carreau existant sera abaissé et qu'une première verse sera réalisée sur la partie ouest du carreau actuel. Les phases suivantes permettront de poursuivre l'abaissement de l'éperon, l'élargissement et l'abaissement du carreau actuel et la création des verses, le tout simultanément.

L'écart entre les deux plannings est donc normal ; ce n'est d'ailleurs pas le planning d'Arias Montagne qui est présenté dans le dossier de demande administrative au classeur 1, mais bien un planning sur 30 ans pour toute l'autorisation.

Pour rappel le phasage sur 30 ans est bien décrit phases par phases aux pages 42-43 de la demande administrative (Classeur 1), avec à la suite les plans de phasages d'extraction brut cotés (pages 43-50) et de remblaiement (page 51-59). Le phasage est remis sur cette frise chronologique :

Phasage de l'exploitation de la carrière CMSE de Villette 2 Aime la Plagne



Les plans de phasage du dossier de demande (classeur 1) : phasage d'extraction p. 43-50 et phasage de remblaiement p. 51 en parallèle pour une compréhension complète et visuelle du phasage décrit ci-dessous

- Travaux pré-carrièreux de l'épave** : pose de l'instrumentation, construction des mureaux, dégagement d'une plateforme à la cote 745 m C4, exploitation à la cote 700 m, terrassement de la dent creusée (cf étapes 0 à 5 de l'étude d'AVP Arias Montagne), coupures de la RN durant les étapes 1 à 5 sur 2 ans et 7 mois.
Exploitation du versant ouest : approfondissement du carreau du site actuel à la cote 645 m pour la moitié est, la partie ouest est en remblaiement du carreau, une terre verte commence à être réalisée sur la moitié ouest du carreau.
Remise en état des fronts supérieurs nord
- Extraction de l'épave** : Création des fronts T1/750 m, T2/735 m, T3/720 m et T4/705 m à l'est-nord-est (cf étape 6 de l'étude d'AVP de la RN 90 probables pour les phases sensibles).
Remblaiement du carreau : Poursuite de la terre verte à l'ouest à la cote 650 m.
- Extraction de l'épave** : Extraction de l'épave jusqu'à la cote 675 m, création définitive du front T0/650 m (cf étape finale 7 de l'étude d'AVP de la RN 90).
Remblaiement du carreau : Poursuite de la création de la terre verte en 2 fois séparées par une sanglée à 700 m NGF la cote T0/675 m.
- Extraction de l'épave** : Extraction de la zone est-nord-est et de la zone sud-est de l'épave, à la fin de l'étape des deux zones se rejoignent (étape 7 finale de l'étude d'AVP Arias Montagne).

Le projet d'exploitation de l'épave rocheux nécessite la réalisation de travaux de mise en sécurité des usagers de la RN 90 et du personnel de la carrière. Ces travaux sur 3 ans engendrent des investissements importants qui ont besoin de plus de 15 ans pour être amortis selon le business plan établi par l'exploitant pour définir la demande d'autorisation. Le chiffrage des travaux de sécurisation, estimé à ce jour uniquement sur la base de l'étude d'avant-projet Arias Montagne est d'un peu moins de 4 millions d'euros. Il faut aussi mentionner les coûts liés à la réalisation du dossier de demande et aux études, dossier qui a été lancé en 2015.

Le gisement est présent au droit de l'épave et la Tarentaise dispose d'aucun autre site d'extraction autorisé ayant une capacité industrielle suffisante pour répondre aux besoins du marché du BTP. Alors que la surface d'exploitation serait dégagée par la suppression de l'épave, il serait inopportun de ne pas valoriser le gisement existant en place, en ne permettant pas l'approfondissement du périmètre sous l'épave à la cote d'extraction autorisée de l'arrêté actuel (600 m NGF). Cela participe notamment à une exploitation rationnelle du gisement sans augmentation de l'emprise de la carrière permettant ainsi à volume mobilisable équivalent une réelle économie en termes de surface et à l'optimisation de l'exploitation des gisements tels que les schémas des carrières le demandent.

4.2 Devenir de la crête nord

L'exploitation des fronts nord et leur recul n'est pas l'objet de cette demande soumise à enquête publique, cette extension ayant été abandonnée en 2018 par le porteur de projet. Le phasage présenté sur 30 ans dans le cadre de cette actuelle demande d'autorisation ainsi que l'ensemble des plans du projet l'attestent (comme le montre ce plan repris du classeur 1 Demande en page 12 – le périmètre de la demande d'autorisation est symbolisé en trait rouge plein).





La zone nord située au droit de la carrière et qui avait fait l'objet de la demande d'extension en 2018, a d'ailleurs été retirée du zonage Nc du PLU suite à une modification (n°2) du PLU par la commune d'Aime la Plagne en 2019. Ainsi, l'exploitant ne peut pas être autorisé à exploiter cette zone, n'ayant pas l'autorisation de le faire au regard du PLU qui est désormais opposable et incompatible.

Les craintes exprimées par les déposants sur une hypothétique mise en exploitation du front nord sont donc infondées car il n'est pas question dans le dossier soumis à l'enquête publique de travaux de carrière dans ce secteur.

5. Les impacts du projet sur la RN90

5.1 Les interruptions de trafic

Un certain nombre d'observations (14) disent que les coupures vont gêner le trafic routier notamment en périodes hivernales lors des afflux touristiques ou dans le cadre des trafics pendulaires. Ces observations vont à l'encontre des engagements pris par l'exploitant figurant au dossier d'enquête publique.

Afin de préserver la circulation au droit de la RN 90 et d'impacter au minimum ses usagers plusieurs mesures ont été prises par l'exploitant en concertation avec le comité technique (page 71 du classeur 1 partie Demande d'autorisation) composé de l'exploitant et des services de l'Etat dont ceux gérant la RN90 (la DIR) :

- Les travaux d'extraction et de minage de l'éperon ne seront pas entrepris du 10 décembre au 15 avril afin de ne pas avoir un impact sur le trafic de la RN 90 en période touristique ; et plus généralement le week-end du vendredi 12h00 au lundi 9h00 ainsi que les jours fériés et jours dits « hors chantier » ;
- L'exploitant s'est engagé à effectuer les tirs de mines en dehors des heures du trafic pendulaire. Les coupures seront temporaires et sur de courtes durées (10 à 20 mn) ;
- Un protocole sera établi conjointement avec la DIR pour les coupures de la RN 90. Un dispositif de communication et d'information sera ainsi mis en place : message sur les panneaux d'informations routiers, sms, alertes...

5.2 La sécurité des usagers au regard des aléas d'éboulements ou de chutes de blocs

Quelques observations déposées (9) s'inquiètent de la sécurité des usagers de la RN 90 ou de la voie ferrée en contrebas.

Il faut savoir que l'éperon rocheux fait déjà l'objet d'un suivi par le CEREMA, organisme spécialisé de l'Etat (ex-LCPC). Ces services ont réalisé un recensement des masses rocheuses instables de l'éperon en 2016. Quatre masses ont été repérées à l'époque par les services et ont été jugées comme pouvant



déclencher un éboulement ; elles font l'objet d'un suivi ces parois ayant été instrumentées (cf. Rapport d'avant-projet Arias Montagne, au classeur 3 des études techniques).

Les masses instables les plus importantes ont pu être relevées par Arias Montagne, bureau d'étude spécialisé en géotechnique et en risques rocheux, dans le cadre de cette demande. Ce sont au total 6 masses qui ont été identifiées, deux d'entre elles ont un aléa de rupture jugé moyen.

Une analyse d'avant-projet géotechnique a été menée et a conduit à définir un dispositif de sécurité et une méthode d'exploitation de l'éperon rocheux. Elle a fait l'objet d'un comité de suivi d'experts, regroupant le CEREMA, la DIR et la DREAL. Ce comité a évalué le projet d'exploitation et a participé à son amélioration de façon à garantir la sécurité des usagers de la RN 90 et de la voie ferrée SNCF en contrebas (cf. pages 16-17 et pages 59-71 du classeur 1 partie demande d'autorisation ; étude d'avant-projet Arias Montagne du classeur 3 des études techniques).

Lors des phases de travaux et d'exploitation de l'éperon des tirs de mines seront effectués par météo convenable, en début de journée et en dehors des horaires pendulaires. Afin de garantir la sécurité des usagers, la RN 90 pourra être coupée lors de ces tirs suivant la sensibilité de la phase, pour une durée moyenne de 10 à 20 mn. Un protocole sera défini avec la DIR CE, en sa qualité de gestionnaire de la voirie, pour définir les modalités de coupure et de réouverture de la RN 90. Les moyens de communication préalables pour avertir la population de ces coupures seront également définis dans une convention de voirie. Plusieurs mesures ont été prises pour limiter l'impact des tirs sur le trafic de la RN 90 (paragraphe du dessus).

Les masses instables font l'objet d'un suivi continu via les capteurs posés préalablement en étape 0 ; les effets des tirs sur ces masses seront contrôlés de manière à ajuster les charges d'explosifs.

La réouverture de la RN 90 après chaque tir sera conditionnée aux vérifications opérées sur le lieu du tir par le boute-feu, puis par un géologue ayant en charge le suivi des opérations (cf. classeur 2, partie 2, thème 6 page 281).

Bien que le risque d'un éboulement lié à l'exploitation de l'éperon soit qualifié d'improbable par les experts au regard de la méthode d'exploitation et des ouvrages d'interception, un tel scénario a été étudié en vue d'établir un protocole d'intervention adéquat. Dans ce scénario ont été exposés les moyens d'intervention rapides ainsi que les alternatives pouvant être déployées au besoin. Ce scénario est présenté dans le projet (cf. pages 281-287 du classeur 2 partie 2 thème 6).

Enfin pour compléter ces dispositions, il est également convenu que l'exploitant disposera de plusieurs moyens en permanence de façon à garantir la sécurité des usagers :

- Engins à disposition au droit de la RN 90 lors de chaque tir (pour intervenir rapidement sur la route en cas de chute d'un élément sur la voie – ce qui est un événement très peu probable) ;
- Un géologue cordiste sera présent à chaque opération de minage ;
- Une équipe de cordiste sera sous astreinte pour intervenir rapidement en cas de besoin pour effectuer des purges ;
- Disposer de plusieurs équipements de sécurité (glissières, feux...) ou d'éléments de réparation des ouvrages de sécurité afin de pouvoir remplacer rapidement un ouvrage défectueux (poteau d'écran, écran pare-bloc, freins, matériel pour sceller un ancrage...).



La méthodologie d'exploitation fera l'objet d'une étude de projet géotechnique de niveau G2 PRO qui permettra d'affiner davantage le dispositif proposé dans le cadre de l'avant-projet.

Enfin il est à noter que l'exploitation de l'éperon offre la possibilité de supprimer à court terme les aléas rocheux auxquels la RN 90 est sujette sur cette portion, les experts en géotechnique assurant qu'à moyen terme certaines de ces masses s'écrouleront sur la RN 90 et que les moyens actuels ne sont pas suffisants pour les retenir. Il y a donc un intérêt à agir pour le bien public et la sécurité des usagers de la RN 90.

5.3.1 La gestion des secours en cas de coupure prolongée de la RN 90

Une observation (n° 61) pose la question de la gestion des secours en cas de coupure de la RN 90.

Les services de la route et des secours (SDIS, gendarmerie) seront toujours informés au préalable des dates et de l'horaire des coupures de la RN 90. Une procédure d'information et d'autorisation d'interruption du trafic de la RN 90 sera établie à cet effet avec les services de l'Etat.

L'Etat pourra être tout à fait en mesure de refuser une coupure pour un motif d'urgence. Ainsi les services d'urgences seront prévenus en amont des coupures et pourront s'organiser et adapter leurs trajets lors des interruptions de trafic de courtes durées.

En cas de coupure de la RN 90, suite à un éboulement (événement très peu probable), une étude d'itinéraires de déviation a été menée (cette étude est jointe au classeur 3 des études techniques). Cette étude amène des solutions limitées de sorte qu'elle privilégie de dégager la RN 90 en priorité avec les engins de la carrière. Ainsi, les engins à disposition sur le site et les procédures envisagées pour dégager la RN 90 en cas de chute de blocs ou d'un éboulement seront prioritaires pour rétablir le trafic au plus vite. Les engins et les moyens de la carrière seront en ce sens présents en permanence localement, de sorte à pouvoir intervenir rapidement en cas de survenance d'un aléa.

Les possibilités d'alternats sont restreintes et de courte durée, elles ne permettent pas d'écouler de grands flux de VL en double sens ou d'évacuer les PL. Les itinéraires alternatifs ont fait l'objet d'une réflexion d'un comité de coordination regroupant les forces de l'ordre, le SDIS, les gestionnaires de voiries. Des solutions d'urgence pourront être mise en œuvre notamment s'il fallait avoir recours aux itinéraires alternatifs avec des mesures de restriction telles qu'un abaissement de la vitesse, un stockage-retournement des PL ou des passages en alternat.

Pour plus d'informations à ce sujet, se reporter au classeur 2 partie 2 de l'étude d'impact, thème 6, Page 286, du dossier d'enquête.

5. Impact du projet sur le vent

9 observations d'habitants de Villette avancent que le grignotage de l'éperon aura pour conséquence d'augmenter les vents en direction de leur village.

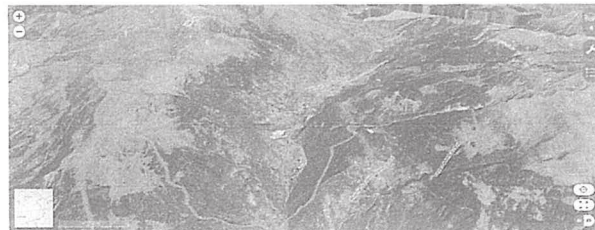


Le site fait l'objet d'un suivi des retombées de poussières depuis 2018 comme expliqué précédemment. Ce suivi nécessite de connaître les conditions météorologiques du site lors des mesures. Chaque mesure dure environ 30 jours et est réalisée tous les trimestres. Il y a donc 4 mesures réalisées par an.

Ainsi la société dispose de données météorologiques sur 14 mesures de 30 jours depuis 2018 (la dernière datant de juin 2021). Les mesures indiquent des vents dominants venant du Sud-Ouest en grande majorité, puis du Nord-Est. Les vents suivent donc l'axe de la vallée de la Tarentaise.

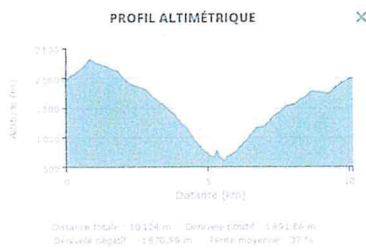
La carrière se trouve au sud-ouest du village de Villette. L'éperon rocheux, situé entre le carreau du site et la RN 90, se trouve entre l'est et le sud-est du carreau.

S'il est indéniable que l'exploitation de l'éperon sur son extrémité orientée sud-ouest/nord-est viendra modifier localement le relief, il est peu probable que cette modification à l'échelle de la vallée et des reliefs environnants ait un effet notable sur les vents ressentis à Villette. D'autres études de vents, réalisées sur des sites de carrière, ont montré que l'extraction ou le recul de fronts avaient très peu d'effets sur la propagation et l'intensité des vents.



La vue ci-dessus, issue de GEOPORTAIL, montre la « virgule » en fond de vallée que représente cet éperon, devant la très grande largeur de la vallée au droit de la carrière.

Le profil suivant le montre d'autant mieux :



Cet impact n'a pas été étudié dans le cadre de la demande par le bureau d'études, car il n'était pas jugé significatif.

7. Impact du projet sur la faune-flore, le CO2

8 observations pointent l'impact écologique du projet sur la faune-flore et 2 sur le CO2.

7.1 Concernant la faune-flore

Les impacts du projet sur la faune-flore ont fait l'objet d'une étude spécifique sur 4 saisons. Plusieurs mesures sont mises en place par l'exploitant pour éviter, réduire et compenser les impacts du projet sur les milieux et les espèces présentes. La compensation proposée a été étudiée avec le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) de Savoie. Ceux-ci, au vu des compensations à faire en termes d'habitat et d'espèces, ont proposé les terrains les plus intéressants afin d'apporter la plus-value environnementale attendue. Les terrains tous proches de la carrière ou du bourg de Villette ou de Centron ne permettaient pas cette plus-value attendue pour le CEN ou n'étaient pas maîtrisables foncièrement⁶.

La compensation proposée va au-delà de ce qui était demandé, comme discuté avec le CEN : l'exploitant a contractualisé une Obligation Réelle Environnementale (ORE) sur 26,8 ha sur la commune de Les Chapelles alors que le projet ne nécessitait une compensation que sur 6 ha.

Cette ORE permettra d'améliorer l'état de milieux variés propices à ces espèces (zones herbacées, zones arbustives, éboulis, dalles rocheuses) via la mise en place de mesures cadrant le pâturage effectué sur toute l'emprise des terrains. Ainsi à titre d'exemple, les pelouses en cours d'érosion sur

⁶ Les premiers terrains ciblés par le CEN en guise de mesures compensatoires appartenaient à la commune d'Aime la Plagne, qui n'a pas souhaité être partenaire du projet de convention proposé par le CEN et l'exploitant.

Les Chapelles seront mises en défend, tandis que les zones en cours de fermeture seront réouvertes, les bosquets propices aux oiseaux seront quant à eux conservés. Le suivi des mesures compensatoires et la définition des mesures par zones en fonction de leur évolution sera effectué par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie.

D'autre part, le renouvellement d'une carrière existante en Tarentaise est une option plus favorable en termes d'impacts à celle d'ouvrir un nouveau site pour de multiples raisons :

- Environnement et paysage : limitation du mitage paysager, limitation des impacts sur la faune et la flore, moins de consommation foncière, extraction limitée à un seul site plutôt qu'à plusieurs ;
- Economique : Infrastructure et aménagements / équipements existants (installations, accès) ;
- Technique : connaissance du gisement et du site par l'exploitant et ses prestataires ;
- Contraintes d'ouverture : ouvrir un nouveau site est très long, contraignant et soumis à beaucoup d'aléa réglementaires, techniques et politiques.

7.2 Concernant l'impact du projet sur le CO2

Les matériaux produits sur la carrière de Villette sont destinés en grande majorité (95%) à des chantiers de BTP en Tarentaise. La carrière est appréciée des entreprises locales du fait de sa proximité et de la qualité de ses granulats.

Les observations déposées par plusieurs entreprises locales dans le cadre de l'enquête permettent de l'attester. Le site approvisionne les centrales d'enrobés à froid de Centron (à 2 km du site), les centrales à béton du groupe VICAT et notamment celle située sur la carrière même, les chantiers locaux en agrégats ou encore en enrochements pour les confortements de digues. La proximité immédiate du site est très appréciée par les acteurs du BTP de la vallée, en sus des emplois qu'elle génère indirectement et directement comme le reflète l'avis d'une entreprise de transport concernée directement par le maintien ou non de l'activité du site.

Plusieurs de ces entreprises souhaitent vivement que la carrière de Villette soit renouvelée pour 30 ans de façon à pérenniser un accès local aux granulats dans la vallée. Nombre d'entre elles s'inquiètent des conséquences environnementales (et économiques) qui découleraient de la fermeture de la carrière de Villette : hausse des distances parcourues et bilan carbone défavorable.

Aucune autre carrière à taille industrielle n'existe en Tarentaise. Si le site venait à fermer, les chantiers et producteurs de béton, seraient contraints de s'approvisionner :

- Depuis le secteur d'Albertville, tant que l'activité de la carrière de Gilly sur Isère le permet (située à 41 km de Villette), sinon depuis le secteur de Chambéry (soit à environ 80 km de Villette) ;
- En Isère ou dans l'Ain (entre 100 et 250 km (!))

L'impact sur les émissions de CO2 et sur le trafic serait désastreux pour la vallée. Quelques riverains et élus en sont d'ailleurs conscients et l'ont écrit dans leurs observations (observations n°41, 101-119, 111, 112, 121, 124, 125, 126, 127, 129, 132).

Aussi, il est à ajouter que cette pénurie concernerait en plus des matériaux nobles produits, la possibilité de disposer d'un site de recyclage et de valorisation de déchets inertes de démolition des chantiers de la vallée (et de stations en renouvellement régulier). Ces activités sont plus que préconisées par les différents plans et programmes nationaux/départementaux du secteur du BTP, notamment pour lutter contre les décharges sauvages et favoriser le recyclage pour les usages adaptés.

Renouveler l'exploitation de la carrière de Villette sur 30 ans permettrait de :

- disposer d'un gisement connu et de qualité en local à long terme (pérennisé),
- maîtriser le transport de matériaux dans la vallée (granulats et déchets inertes en double fret) ;
- d'éviter des trajets de poids lourds sur des distances beaucoup plus longues, néfastes pour l'environnement et la population ;
- permettre aux acteurs de la construction de poursuivre leurs activités à long terme et en maintenant leurs travaux et leur personnel en local ;
- permettre de répondre aux besoins locaux des marchés publics et privés de la construction / déconstruction.

8. Le prix de l'immobilier

Les recensements de la population de l'INSEE ne permettent pas de connaître avec précision le nombre d'habitants de Villette sur les dernières années. L'ancienne commune de Villette a fusionné en 1972 avec Aime, tout comme Longefoy et Tessens. Aime a ensuite fusionné fin 2015 avec Montgirod et Tessens pour devenir Aime la Plagne. Depuis 2016, l'INSEE ne fait plus le décompte des habitants de Villette dans ses rapports.

Pour autant, les recensements de la population INSEE indiquent une hausse légère mais constante de la population d'Aime (nous ne parlons pas ici d'Aime la Plagne), depuis 2013.

Rapport INSEE année	2013	2015	2017	2018	2019	2021
Population d'Aime	3607	3673	3674	3681	3692	3732
Population de Villette	524	535	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné	Non renseigné

Il est à noter qu'en 2005, la commune d'Aime avait 1013 habitants, dont 396 à Villette.⁷

Les photos historiques sur GEOPORTAIL du bourg de Villette montrent qu'à ce jour ce dernier s'étend et que le nombre de maison se densifie :

⁷ Données issues de l'étude d'impact réalisée en 2004 dans le cadre dans l'ancienne demande d'autorisation d'exploiter de la carrière déposée en 2005.

En 1958 : sur cette photo, on voit l'extraction de marbre (point vert) et non la carrière objet du dossier



En 1972 : Le triangle bleu = notre carrière



En 1980 :



En 1990 :



En 2009 :



Aujourd'hui :



La présence de l'activité de la carrière ne semble donc pas avoir d'influence négative sur la démographie, ni sur la réhabilitation ou la construction du bourg de Villette, les habitants restants et d'autres semblant venir s'y installer surtout entre 2005 et 2013 et entre 2019 et 2021.

Sur la base des ventes immobilières d'appartements⁸ depuis 2016 disponibles sur le site DVF, nous n'avons pas pu établir un lien négatif du prix au m² entre les hameaux plus proches de la carrière (Villette, Centron) et ceux plus éloignés et similaires, dont certains peuvent donner vue sur le site (Notre Dame du Pré, Longefoy, Villaroland, Tessens, St Marcel). Les centre villes et les hameaux proches de stations de ski ne sont pas du tout comparables, les prix des ventes y étant beaucoup plus élevés.

	Année transaction	surface m2	prix vente €	prix/m2
villette	2017	61	127 500	2090
	2017	74	120 000	1627
centron	2019	88	178 665	2030
	2018	80	164 750	2059
	2016	88	168 000	1909
longefoy	2018	71	114 000	1606
	2017	107	110 000	1028
st marcel	2020	53	65 000	1226
	2020	83	133 700	1611
	2019	68	100 000	1471
Notre dame du Pré	2017	37	64 800	1751
	2018	100	64 999	650
Villaroland	2018	65	97 000	1492
Tessens	2020	78	201 300	2619
	2018	80	105 875	1323
	2017	143	305 500	2136
Sangot	2020	107	269 800	2521

Cette comparaison n'a pas forcément beaucoup de portée dans la mesure où le prix d'un bien dépend bien entendu de son état et de sa localisation précise.

Aucune corrélation n'a jamais été établie à ce jour entre la présence d'un site de carrière et le prix de l'immobilier dans son environnement proche. Ce fait serait beaucoup plus médiatisé si ce fait était avéré.

⁸ Seuls les appartements sans dépendance ont été considérés. Le prix de vente total des maisons avec jardins, ou de terrains nus (de différents types) ne permettant pas de faire une comparaison directe et simple entre les ventes.

Enfin, rappelons qu'une autorisation de carrière ne peut être délivrée que si les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement dont les commodités du voisinage, l'impact sur le paysage etc... ont été prévenus. Le projet ne faisant pas apparaître d'impact négatif sur ces intérêts, il n'y a aucune raison pour que la valeur des biens immobiliers soit affectée par la poursuite d'exploitation de la carrière.

Partie 2 - Réponse de la société à certaines observations

Certaines observations, dont des courriers d'associations ou d'élus, comportent des éléments qui n'ont pas été abordés dans les thématiques précédentes. L'exploitant va donc apporter une réponse à ces observations pour pouvoir apporter une réponse complète à ces personnes. Pour les thématiques redondantes auxquelles l'exploitant a déjà répondu dans la partie précédente et qui seraient citées dans ces observations, l'exploitant renverra le lecteur aux réponses déjà développées plus haut.

1. Les observations n°16, 17, 93 et n°60, 99, 108 (association « STOP carrière ») et 92, 109 (pétition lancée par la même association)

Les observations n°16, 17, 93 sur les mesures de vibrations rejoignent celles des courriers déposés par l'association STOP Carrière (observation n° 60, 99, 108), ainsi que les éléments soulevés par la pétition (observations 92 et 109). Voici la réponse de l'exploitant au courrier de l'association STOP carrière et à la synthèse de la pétition adressée au Commissaire-enquêteur :

Le dossier est normalement divisé en 3 tomes (3 documents PDF) : n°1 demande, n°2 étude d'impacts et n°3 études techniques. Le site de la Préfecture sur lequel sont mis en ligne les dossiers d'enquête publique ne supporte malheureusement pas les fichiers trop lourds. Nous avons donc dû diviser nos 3 tomes en sous documents pour qu'ils puissent être mis en ligne et téléchargeables par tous. La lecture est en d'autant plus fastidieuse ce que nous regrettons. Néanmoins, il est rappelé qu'une version papier du dossier était disponible au siège de l'enquête (mairie d'Aime la Plagne).

Le contenu du dossier de demande d'autorisation d'exploitation de carrière est régi par le Code de l'environnement. L'exploitant est obligé de s'y conformer, d'où le volume important et incompressible de ce dossier. Malheureusement cette réglementation induit par moments des répétitions selon les thématiques à exploiter. Le montage du dossier est complexe de ce fait. Un guide de lecture a été monté par l'exploitant pour aider le grand public à dissocier les différentes parties du dossier d'enquête.

Plusieurs résumés sont disponibles dans le dossier d'enquête pour faciliter la lecture et la compréhension du projet pour le grand public : il s'agit du résumé non technique de l'étude d'impact (au classeur 2), de la note non technique de présentation du projet (au classeur 1) et du résumé de l'étude de dangers (au classeur 3). Le projet a d'ailleurs fait l'objet d'une présentation aux riverains lors de la CLIS du 16 12 2019.

Concernant la limitation de la durée de la demande à 12 ans, voir le paragraphe 4 de la partie 1 dédié.

Le phasage du site est clairement explicité dans le dossier de demande (classeur 1 partie Demande) : une description phase par phase est donnée (pages 42-43) et est accompagnée des plans de phasage d'extraction brut (pages 43-50) et des plans de remblai (pages 50-59). Des coupes du projets cotés sont aussi présentées dans le dossier à la suite du phasage ainsi que dans la partie présentant l'état final du site après remise en état (page 90).

L'occupant de la première maison, située à 55 m au niveau de l'accès du site, ne s'est jamais plaint de quoi que ce soit. L'exploitant est en très bons termes avec ce riverain le plus proche du site.

Les commentaires déposés sur le registre d'enquête ne sont déposés quasiment que par des villettains, les habitants de Centron ne se sont pas (ou très peu) présentés pour donner leur avis sur le projet alors qu'ils sont tout autant concernés.

Concernant les nuisances (poussières, vibrations, bruits, paysage, vent) voir les paragraphes dédiés dans la 1^{ère} partie.

Au sujet des mesures de vibrations :

Les mesures de vibration sont effectuées à chaque tir, le plus souvent au droit du muret du village de Villette et les autres fois chez des riverains. Les résultats des tirs font l'objet d'un suivi par l'exploitant. Le tir du vendredi 08/10/2021 a bien été instrumenté à Villette, au droit du muret comme d'habitude.

L'exploitant rappelle que la réglementation impose que le capteur soit solidaire d'un élément porteur de la structure, situé le plus près possible des fondations. Les capteurs sont systématiquement scellés avec une colle à chaud à prise rapide. Il est compliqué pour l'exploitant de pouvoir réaliser des mesures sur un support solidaire des fondations dans la mesure où cela implique souvent de devoir rentrer dans une habitation. La société est ouverte pour changer l'emplacement du capteur, un support plus adéquat et disponible en permanence pourra être proposé à cet effet.

Par ailleurs, l'exploitant propose que le prestataire en charge des mesures fasse désormais systématiquement une photographie du capteur scellé sur le support à chaque relevé et précise avec quelle matière le capteur a été scellé dans ses rapports de tir. De cette façon l'exploitant et les riverains auront la garantie du bon scellement des capteurs. L'exploitant a proposé d'autres axes d'amélioration au sujet des vibrations liées aux tirs de mine, le lecteur est prié de se reporter au paragraphe 1.2 de la partie 1 pour une information complète.

La pétition déposée par l'association « STOP carrière » a été remise au commissaire enquêteur accompagnée de commentaires sur le paragraphe 25-2-1 Vibrations, du classeur 2 partie 2, thème 7 pages 302 et 303 :

Dans ce paragraphe l'exploitant a pris le parti d'exposer en toute transparence les résultats des mesures de vibration du site de mi-2015 à octobre 2018 et de les commenter au regard des seuils maximaux imposés au site.

Comme dit précédemment, la réglementation nationale, qui s'applique par défaut à toutes les carrières, impose aux exploitants de respecter un seuil de vibrations de 10 mm/s au droit des habitations les plus proches pour garantir leur intégrité.

La carrière de Villette possède une règle de seuils à respecter, bien plus restrictive : il est toléré que sur 10 tirs consécutifs, les vitesses particulières de 2 tirs au plus dépassent 2 mm/s sans excéder 2,5 mm/s au droit des constructions avoisinantes. (Cette limitation provient de l'arrêté préfectoral en vigueur, article 14.2)

Sur les 10 tirs de 2015, aucun ne dépasse ces seuils.

Sur l'année 2016 aucun tir sur les 34 effectués n'a dépassé le seuil des 2 mm/s.

Sur 2017/début 2018, les résultats sont un peu moins bons. Ils sont liés au fait que l'exploitant a dû cette année-là reprendre l'exploitation des fronts nord suite à la découverte du gisement noir en fond de carreau. Cette reprise des fronts supérieurs était non prévue initialement et les banquettes laissées en place trop petites pour les reprendre comme habituellement. L'exploitation de cette zone a donc généré des difficultés que ce soit pour la gestion des poussières ou des tirs.

En 2017, 2 tirs sur 20 ont engendré un dépassement du seuil de 2 mm/s sur le capteur du muret de Villette (les mesures étant de 2,1 mm/s, ce qui n'est pas non plus une franche différence). 15 mesures ont été réalisées cette année au droit de l'habitation de M. Terraz ; 5 tirs (n°20, 22, 26, 27 et 32) ont dépassé le seuil des 2 mm/s, dont un qui a dépassé le seuil des 2,5 mm/s (valeur de 3,5 mm/s). Il est vrai que sur l'objectif des 10 tirs consécutifs, l'exploitant n'a pas réussi à respecter le seuil de son arrêté.

En 2018 (jusqu'au 11 octobre) : sur 19 tirs réalisés, 3 tirs mesurés au droit de l'habitation Terraz ont dépassé légèrement le seuil des 2 mm/s ; aucun tir enregistré au droit du muret de Villette n'a dépassé ce seuil.

L'exploitant n'a pas caché ces résultats au public, dans la mesure où ils sont écrits tels quels dans le dossier de demande d'autorisation. Un graphe est même fourni en page 304.

Il est arrivé que l'objectif des 10 tirs consécutifs ne soit pas respecté, l'exploitant ne le nie pas. Cependant, cela n'est arrivé que trois fois sur une période de mesures allant du 25/08/2015 au 11/10/2018.

Sur cette période, 98 tirs ont été enregistrés (10 en 2015, 34 en 2016, 35 en 2017 et 19 en 2018) :

- 9 tirs ont généré un dépassement du seuil de 2mm/s sans excéder 2,5mm/s (et non pas 7 comme écrit dans le dossier d'enquête, il y avait effectivement une erreur de calcul) ;
- 1 seul tir dépasse le seuil des 2,5 mm/s il s'agit de celui de 3,5 mm/s de 2017 (cela n'a pas été omis d'être mentionné dans le dossier) ;
- L'objectif des seuils de l'arrêté préfectoral du site sur les 10 tirs consécutifs, n'a pas été respecté trois fois ;
- 36 tirs n'ont pas déclenché le capteur.

Il y a donc 97 tirs sur 98 qui ont respecté le seuil des 2,5 mm/s entre le 25/08/2015 et le 11/10/2018

L'exploitant transmet ces données à la DREAL en charge de l'inspection du site. Données qui de toute façon ont aussi été relues par plusieurs services de l'Etat dans la mesure où elles étaient écrites dans le dossier d'enquête. Ces seuils sont bien plus restrictifs que ceux appliqués sur une grande partie des sites en France. Les quelques dépassements (qui respectent tout de même bien en deçà le seuil national de 10 mm/s) n'ont pas été jugés conséquents de la part des services d'inspection, au regard des résultats globaux de l'exploitant et du fait que l'exploitation a connu des difficultés techniques.

Pour compléter notre réponse sur les vibrations mesurées à Villette, nous avons fait le graphique des mesures de vibrations réalisées depuis le précédent, communiqué dans le dossier d'enquête publique. Ce graphique montre que sur les 36 tirs instrumentés de janvier 2019 à octobre 2021, seul un tir a dépassé le seuil des 2 mm/s (tout en restant en dessous de 2,5 mm/s), les 35 tirs restants ont des vibrations inférieures à 2 mm/s.

Mesures des vibrations liées aux tirs de mines de janvier 2019 à octobre 2021 à Vill

Au sujet de l'affichage de l'avis d'enquête publique (commentaire relevé dans la synthèse de la pétition). Les lieux d'affichage de l'avis d'enquête publique sont définis par la Préfecture de Savoie, qui écrit dans l'arrêté préfectoral portant l'ouverture de l'enquête les lieux et dates auxquels ces affichages réglementaires doivent être réalisés. Villette, dépendant de la commune d'Aime la Plagne, l'affichage a été effectué au droit de la mairie d'Aime la Plagne. Les deux autres communes concernées par cet affichage étaient celles de Notre Dame du Pré et de Saint Marcel.

L'exploitant avait également l'obligation d'afficher l'avis d'enquête au droit de la carrière. L'exploitant a choisi de mettre en place 4 panneaux à cet effet localisés ci-dessous, afin que la totalité des accès au site soient couverts.



De plus, l'avis d'enquête publique a fait l'objet d'annonces légales dans deux journaux locaux, ainsi que sur le site internet de la préfecture de Savoie.

Concernant la remise en état du site « non respectée et toujours décalée » :

L'association Stop carrière avait déjà saisi la commune d'Aime la Plagne sur ce sujet le 23 septembre 2019. La commune avait donné les éléments de réponse repris ci-dessous, par retour de courrier le 15 novembre 2019 après avoir consulté notre société :

Suite à la découverte du gisement noir, l'exploitant a perdu une réserve de 5 ans d'exploitation. Le phasage de l'exploitation a alors été modifié par un arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2017. Le front Nord est encore en cours d'exploitation, conformément au phasage d'exploitation modifié. Ce même arrêté stipule que la sécurisation définitive des sommets de falaise et des parois verticales sera effectuée les deux dernières années (phase 20-22ans).

Dans le cadre du projet de renouvellement d'autorisation d'exploiter, déposé en 2019, il n'est pas prévu de reprendre l'exploitation du front Nord. Le projet consiste exclusivement à modifier les conditions d'exploitation de l'éperon en limite est du site ainsi que le carreau actuel. Le réaménagement du front Nord est prévu de manière renforcée les 5 premières années de la nouvelle autorisation à obtenir. Les matériaux de découverte de l'éperon seront replacés sur les 3 premières banquettes nord afin de bénéficier de la banque de graines naturellement comprise dans ces terres.

Le phasage de l'exploitation et de la remise en état du site est conforme à ce jour, le suivi du respect de ce phasage est contrôlé par la DREAL.

Sur le sujet d'aménager le site en parc photovoltaïque ou en base nautique, voir le dernier alinéa du paragraphe 3 Impact paysager.

Sur la destination des granulats et enrochements exploités :

95% des matériaux sortants du site sont utilisés sur des chantiers en Tarentaise, seuls 5% sont envoyés en dehors de la vallée de la Tarentaise. Les enrochements (blocs) produits sur la carrière sont susceptibles de sortir du département car il existe peu de carrières capables d'en produire. Ces matériaux représentent 2 % de la production du site. La quasi-totalité des produits issus du site restent bien en Tarentaise.

En revanche, si le site ferme, 100 % des matériaux utilisés dans les chantiers de station et de Tarentaise ne proviendront pas de la vallée.

Le courrier de l'association STOP carrière en date du 05 octobre 2021 adressé à la Préfecture de Savoie n'appelle pas de réponse supplémentaire de l'exploitant, dans la mesure où l'ensemble de ses sujets sont déjà traités dans ce mémoire.

2. Observations n°21 et 122 (M. Girod-Roux)

L'exploitant travaille sur la possibilité de renouveler les réserves autorisées du site depuis 2015 soit depuis 6 ans. L'option d'ouvrir un nouveau site est beaucoup plus contraignante et impactante que de renouveler un site en activité. Le renouvellement des sites existants est d'ailleurs favorisé par le Schéma Régional des Carrières (qu'évoque M. Girod-Roux). Les impacts générés par l'ouverture d'un nouveau site sont souvent plus importants que ceux induits par un renouvellement (voir le paragraphe 7 de la partie 1 pour plus de détails). L'exploitant a donc préféré trouver une solution pour pérenniser son activité à Villette, le gisement étant toujours disponible et non épuisé. De plus, aucun PLU en Tarentaise ne prévoit aujourd'hui la possibilité d'ouvrir un site de carrière.

Concernant les commentaires sur la RN 90, se référer au paragraphe dédié en partie 1.

Concernant l'extension du site au droit de la crête nord et en direction de Villette, ce sujet n'est en aucun cas l'objet de la présente demande. L'exploitant a d'ailleurs clarifié ce point au paragraphe 4 en partie 1.

Pour les commentaires relatifs à la poussière, aux vibrations et à l'augmentation du vent, se référer au paragraphe 1 en partie 1.

Les matériaux noirs sont valorisés autant que se peut par l'exploitant pour tenter de compenser la perte en gisement sain blanc. Les matériaux noirs ne peuvent être valorisés qu'en couche de forme ou de terrassement mais la demande du marché reste faible pour ce type de produit. Le gisement noir est trop important par rapport à cette demande. Le gisement noir de par ses caractéristiques physico-chimiques est impropre pour la fabrication de bétons ou de graves émulsions (réactivité géotechnique). C'est pourquoi une grande partie du gisement noir n'a pas été extraite et reste en place.

L'exploitant n'a jamais caché au public ou à la commune que ces matériaux pouvaient être valorisés pour ces 2 applications (couches de forme ou remblais volumique). Le dossier de demande l'écrit même au début de la demande administrative (classeur 1 de la demande en page 15) : « L'exploitation est confrontée à une évolution négative de la géologie : en partie basse est apparue une formation de calcaires marneux noirs qui se sont révélés impropres à l'utilisation dans la fabrication de béton ou de graves émulsion. Leur commercialisation se limite aux travaux sans exigences géotechniques de type remblais. »

Les matériaux noirs sont vendus à un prix moyen de vente de 10€ la tonne sur le site et non pas 20€.

Pour rappel, l'étude géophysique disponible au classeur 3 des études techniques a permis de dimensionner le gisement noir. Il est d'environ 325 000 m³.

Le faciès noir est tantôt qualifié de « faciès siliceux noir calcaires » (étude géophysique au classeur 3 ou au classeur 2), de « calcaires marneux noirs » (classeur 1 demande page 15), de « calcaires marneux noirs siliceux [...] avec de la pyrite » ou de « calcaire siliceux noir » (classeur 2). Les termes de « marne » ou l'adjectif « marneux » ne sont utilisés seuls que 5 fois au total dans les classeurs de la demande ou de l'étude d'impact. Le faciès n'a jamais été étudié dans sa totalité par un géologue, les termes employés pour le décrire ne relèvent donc pas d'une expertise. Ce faciès semble bien être un calcaire noir, très riche en silice et présentant des pyrites entières bien formées. Il ne s'agit en effet pas de marnes à proprement parlé, ce terme a malencontreusement été employé seul sur quelques pages du dossier pour parler du faciès noir.

Les impacts étudiés au classeur 2 notamment sur la commodité du voisinage sont loin d'être seulement réalisés au droit du hameau des Esserts. (Voir le classeur 2 Partie 2, thème 7 commodité du voisinage ; et pour les poussières le thème 3).

A titre d'exemple non exhaustif :

- Les mesures de bruits effectuées dans le cadre du projet et la modélisation de l'effet du projet ont été réalisées sur 9 points => aux habitations route des allobroges à Centron, pour Villette : à la maison Paviet, au camping la Gilière et habitations, au chemin des vergers, au chemin du prieuré, au Plan Cruet et aux villages de Longefoy et de Montgirod ;

- L'impact paysager du projet est évalué sur plusieurs échelles : d'immédiate (du pied de l'éperon en bordure de la RN 90) à éloignée (jusqu'à plus de 4 km du site). L'étude paysagère est réalisée sur une bonne portion de la vallée de la moyenne Tarentaise pour étudier les points depuis lesquels on peut percevoir le site ;
- Les mesures de poussières sont effectuées sur 6 points dont 2 dans le village de Villette et 1 à Centron ;
- Les mesures de vibrations sont effectuées au village de Villette.

3. Observations n°59, 63 sur la question du contrôle du tonnage extrait

L'exploitant tient à la disposition de la commune les plans d'exploitation mis à jour chaque année, sur lesquels figurent les cotes du site. La commune d'Aime la Plagne a également la possibilité de demander un contrôle du tonnage extrait, cette possibilité a été actée dans l'avenant n°4 au contrat de foretage en date du 22 février 2019.

Par ailleurs, les tonnages extraits sur le site sont soumis à autorisation. L'exploitant ne peut dépasser en aucun cas les volumes auxquels il est autorisé, soit 250 000 tonnes en moyenne par an et 300 000 tonnes maximum par an. Le carrier communique à la DREAL, chargée de l'inspection des carrières, les volumes extraits chaque année sur le site.

4. Observations 84, 87, 94

Ces observations s'attachent à apporter des remarques critiques sur la destination de l'argent versé par l'exploitant à la commune dans le cadre du contrat de foretage, notamment pour le financement de chantiers de station. Ces remarques n'ont aucun rapport avec la demande objet de l'enquête publique, l'exploitant qui n'est pas concerné par les choix d'investissements de la commune, n'a donc aucune réponse à apporter à ce sujet.

5. Observations 107 (Mme Chenal Muriel) :

Le site était exploité avant les années 70. Comme le remarque Mme Chenal, les conditions d'exploitation se sont considérablement améliorées au fil des années, de par la réglementation qui a évolué et cadre désormais beaucoup mieux cette activité et surtout de par les évolutions techniques. Notre société n'a pas toujours été l'exploitante du site, elle l'a repris dans les années 90.

Concernant le bruit, les poussières, les vibrations voir le paragraphe 1 en partie 1.

6. Observation n°116 (M. Jacques Duc)

Les directives guidant l'ouverture et le renouvellement des sites de carrières ont évolué sur les 20 dernières années. Ainsi il a été décidé en 2013, lors de la signature par la profession du « Cadre Régional de Matériaux de Carrières » de diminuer le nombre de carrières en eau (alluvionnaire) et de compenser leur perte par des carrières de roches de massives. (Document accessible : [LIEN PDF](#))

Ainsi, de nombreux sites alluvionnaires ont fermé depuis pour répondre à cette directive. D'autres sites ferment pour de multiples raisons : gisement épuisé, société liquidée, marché local trop faible...

Le gisement autorisé est devenu insuffisant sur Villette du fait de la perte de 5 ans d'exploitation suite à la découverte d'une poche de matériaux noirs au sein des calcaires blancs exploités. Le gisement autorisé actuellement arrive donc à épuisement plus tôt que prévu. Le gisement disponible aux abords de l'exploitation est pourtant bien là, le site est donc en mesure de poursuivre son activité sous réserve de l'obtention d'une nouvelle autorisation, et ce dans le périmètre de l'autorisation actuelle.

Comme dit précédemment dans les autres réponses, l'ouverture d'une carrière est conditionnée par de multiples critères (géologie, accès pour les PL, faune-flore, paysage, voisinage, hydrologie, foncier disponible...). L'ouverture de plusieurs autres sites de plus petite taille comme suggéré par M. Duc, n'est pas une solution moins impactante pour l'environnement.

Cela serait synonyme de plusieurs zones mitées (impact paysager négatif dans une zone aussi touristique), de terrains décapés à plusieurs endroits (impact sur les habitats et la faune-flore démultiplié). Les autorisations d'ouverture de site sont soumises à une procédure de plus en plus complexe et longue, l'exploitation de petits sites n'est pas toujours viable économiquement au regard des coûts engendrés par les études de faisabilité, de demande ou encore au regard des investissements techniques nécessaires au bon fonctionnement d'un site.

La demande a été dimensionnée selon les connaissances actuelles du marché. Si celui-ci vient à baisser, les volumes extraits diminueront. Les sites de carrières adaptent leurs productions à la demande pour des raisons économiques et techniques (où stocker les matériaux extraits si ceux-ci ne sont pas vendus assez rapidement ?).

Le résumé non technique de l'étude d'impact présent au classeur 2 englobe l'ensemble des informations importantes du projet :

- Le volume d'exploitation, la cote d'extraction minimale, la durée de la demande, la méthode d'exploitation, la destination des matériaux ;
- La remise en état du site avec les coupes cotées en altitude ;
- Les raisons du projet et sa compatibilité avec les plans et programmes ;
- Les impacts du projet et les mesures prises pour les éviter, les réduire ou les compenser sur les thèmes du sol, de l'eau, de l'air, du milieu naturel, du paysage, la commodité du voisinage.

Ce résumé ne fait que 16 pages et il contient bien toutes les informations importantes du projet.

La remise en état du site est prévue d'après les besoins du marché et le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du BTP de la Savoie de 2016 qui indique clairement un déficit important en exutoire pour les déchets inertes du BTP en Tarentaise (pages 17-

22 de l'annexe 11 au classeur 1 Demande). Si les matériaux ne viennent pas en quantité suffisante tel qu'imaginé actuellement, la remise en état pourra être adaptée en tant que de besoin.

Concernant le paragraphe sur la durée demandée se reporter au paragraphe 4 de la partie 1.

Le phasage est clairement explicité dans le dossier de demande, les plans et les coupes sont clairs et cotés. L'exploitant n'a pas caché à la population le fait que la cote minimale d'extraction est de 600 m NGF dans cette demande d'autorisation (comme c'est déjà le cas dans l'arrêté actuel). Ces cotes apparaissent également dans le résumé non technique de l'étude d'impact.

Comme le reflètent les observations déposées durant l'enquête, ce n'est pas toute la Tarentaise ni même toute la commune d'Aime la Plagne qui est contre le projet (contrairement à ce qui est affirmé dans le courrier). Le lecteur est renvoyé à la grille de synthèse rédigée par le Commissaire enquêteur et à l'ensemble des commentaires nuancés (16 sur 133) ou favorables (21 sur 133), soit 28% des observations. Il est à souligner que certaines des observations favorables sont déposées par des riverains, et non pas uniquement par des entreprises de BTP concernées directement par le renouvellement de l'exploitation.

Aussi, l'exploitant tient à rappeler que la plupart des commentaires défavorables sont déposés par des villetains. Les habitants d'autres hameaux, pourtant à proximité du site (Centron étant l'exemple le plus parlant), et donc eux aussi concernés par les impacts du projet, ne se sont pas ou que très peu mobilisés ou déplacés pour déposer des observations défavorables durant l'enquête.

7. Observation n° 118 (Association Vivre en tarentaise)

Sur la facilité d'accès du dossier au public et le fait qu'il manquait un résumé :

Un guide de lecture du dossier a été produit pour aider le public à discerner les différentes parties du dossier. 3 résumés du projet et de ses impacts sont disponibles au dossier : il s'agit de la note non technique du projet au classeur 1 Demande, du résumé non technique de l'étude d'impact au classeur 2. Par ailleurs, l'étude de dangers dispose aussi d'un résumé au classeur 3.

L'association fait ensuite part de questions et de doutes, relatifs au rythme de construction en Tarentaise et au manque d'utilisation de matériaux alternatifs (bois, déchets recyclés). L'exploitant ne répondra pas à ces éléments dans la mesure où ils n'ont pas de lien direct sur la demande objet de l'enquête. Le seul élément de réponse que peut apporter l'exploitant porte sur le recyclage des déchets inertes du BTP :

Le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du BTP de la Savoie de 2016 recommande :

- de réduire à la source les quantités de déchets inertes produits et de favoriser leur réemploi sur chantier ou leur réutilisation sur d'autres chantiers ;
- pour les déchets inertes ne pouvant être réutilisés de les recycler, de les valoriser en remblaiement de carrière ou de les stocker en ISDI (page 81 de la demande classeur 1)

Le projet répond pleinement à cette politique.

L'objectif fixé par ce plan pour l'horizon 2021 et 2027, est de valoriser 103 000 T/an des déchets inertes en carrières en Savoie. La zone de chalandise de la carrière d'Aime s'étend sur la Haute Tarentaise et recoupe en partie les territoires de l'Arlèsère et de la Porte de Tarentaise. Le déficit cumulé en exutoire pour la valorisation des déchets inertes sur ces territoires est de 165 KT/an entre 2021 et 2027 (page 81 à 83 du classeur 1 demande).

- ⇒ Le projet d'Aime va permettre de valoriser entre 35 000 et 45 000 T/an de déchets inertes par leur mise en verse sur le carreau du site.

Pour le recyclage, l'objectif fixé par ce plan est d'augmenter le pourcentage de recyclage (il passe de 50 % en 2021 à 55% en 2027). L'état des lieux des plateformes de recyclage de 2011 présent au plan montre que très peu de plateforme accueille des matériaux de toutes les entreprises en Tarentaise (page 84 et 85 de la demande, classeur 1).

- ⇒ Le projet d'Aime permettra de recycler entre 5 000 et 15 000 T/an de déchets inertes en vue de leur réemploi dans le domaine de la construction. Les activités du site seront ainsi variées, il sera possible de recourir au double fret et de pallier en partie au manque de plateformes de recyclage en Tarentaise et sur la zone d'Albertville. Cette démarche permet d'économiser des matériaux naturels puisque la récupération de granulats recyclés viendra se substituer aux graves concassées de roches massives.

Ainsi, sur 50 000 T/an de déchets inertes du BTP accueillis sur le site, dont une mise en remblai de 35 à 45 KT et le recyclage de 5 à 15 KT /an, le projet répond aux objectifs identifiés par le plan pour le secteur de la Tarentaise.

Sur les vibrations perçues lors des tirs et l'idée de procéder à des mesures dans différentes parties du village : l'exploitant invite le lecteur à lire le paragraphe 1.2 de la partie 1.

Aussi, l'exploitant rappelle qu'il a déjà proposé aux riverains le souhaitant de procéder à des mesures de vibrations chez eux. Seul un riverain s'est manifesté en ce sens.

Toutes les mesures réglementaires effectuées (poussières, vibrations, acoustique) le sont par des prestataires indépendants.

Sur les risques pour les usagers de la RN 90 et de la voie ferrée et sur l'impact paysager, le lecteur est invité à se reporter aux paragraphes dédiés en partie 1.

Sur les mesures compensatoires et le fait de ne pas en avoir proposée une ailleurs, notamment par exemple à Montpirod sur des friches :

L'objet de la compensation est de retrouver des terrains similaires à ceux impactés par le projet. A titre d'exemple, il n'est pas possible de compenser un terrain boisé habité par des espèces inféodées aux bois par l'entretien d'une plaine dans laquelle ces espèces ne sont pas présentes.

Pour réutiliser les termes issus de la réglementation les principes de la mesure compensatoire sont :

- De compenser dans le respect d'une équivalence écologique ;
- L'objectif d'absence de perte nette voire de gain de biodiversité ;



- La proximité géographique des terrains des mesures avec ceux impactés pour garantir ses fonctionnalités de manière pérenne ;
- L'efficacité des mesures avec l'obligation de résultats ;
- La pérennité et l'effectivité des mesures pendant toute la durée des atteintes.

Ici l'objectif était de retrouver des pelouses sèches associées à de la Fétuque du Valais, plante protégée, et de retrouver sur ces mêmes terrains les espèces animales visées par la demande de dérogation tel que le Rougequeue noir. Les mesures compensatoires proposées dans un projet tel que celui-ci font l'objet d'une évaluation de la part des services de l'Etat pour veiller à ce que les principes ci-dessus soient respectés au maximum. Ainsi, il n'est pas possible de proposer les terrains de Montgirod en guise de mesure compensatoire.

Les mesures compensatoires de cette demande ont été recherchées et définies par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie (CEN). Comme expliqué dans le paragraphe 8 suivant, des terrains beaucoup plus proches de la carrière avaient été initialement proposés en mesures compensatoires par le CEN Savoie, mais la mise en place d'un partenariat avec la commune d'Aime la Plagne, propriétaire des terrains, n'a pas pu aboutir.

Enfin, l'exploitant rappelle l'avis favorable du CNPN sur le projet, qui souligne que la séquence ERC du dossier est particulièrement soignée et notamment la plus-value écologique des mesures compensatoires proposées sur la commune de Les Chapelles.

Sur le dernier paragraphe du courrier, relatif à la présentation du projet aux villetains et à la durée de la demande : le dossier a été présenté aux riverains le 16 décembre 2019 lors d'une CLIS ouverte à quiconque le souhaitait.

En ce qui concerne les nuisances, le lecteur est invité à se reporter au paragraphe 1 de la partie 1.

La durée de la demande correspond au phasage de l'exploitation qui a été défini sur 30 ans. Pour plus de détails sur la durée demandée et son dimensionnement, se reporter au paragraphe 4 en partie 1.

8. Observation n°120 (Vibert Christian)

L'observation de M. Vibert, conseiller municipal à la Plagne Tarentaise et représentant à la COVA, est favorable à la demande. Conscient du besoin en matériaux en Tarentaise et de l'intérêt de disposer d'un site de valorisation pour les déchets inertes du BTP, M. Vibert appuie sur le fait qu'il serait aberrant d'importer des matériaux depuis des sites éloignés.

Une nuance est apportée sur deux points, à savoir :

- Le fait que les nuisances des riverains fassent l'objet de plus d'efforts de la part de la société. Notamment le souhait que le suivi réglementaire fasse l'objet d'une structure incluant des habitants de Villette ;
- L'éloignement des mesures compensatoires, sur la commune des Chapelles, plutôt qu'à proximité du site sur le versant de Montgirod à titre d'exemple.



Au sujet des nuisances, l'exploitant dans la partie 1 s'est attaché à apporter des réponses sur les thématiques du bruit, des poussières ou des vibrations. Plusieurs axes d'amélioration ont été proposés. Aussi, concernant l'inclusion d'habitants de Villette dans le suivi des mesures, l'exploitant y est favorable, à la condition que la démarche soit constructive. Les habitants pourraient à cet effet parfois être invités à assister à la pose d'un capteur de vibrations et à la lecture des résultats. Un représentant du village pourrait être désigné pour communiquer régulièrement avec l'exploitant sur la vie du site et le ressenti des riverains en vue d'une recherche d'amélioration.

Ces propositions sont à travailler et nécessitent d'être également partagées par les riverains de Villette.

La société s'engage à poursuivre la tenue de réunions d'information des riverains dans le cadre d'une CLIS.

Concernant l'éloignement des mesures compensatoires, ce sujet a déjà été traité précédemment. Le lecteur voudra bien se référer au paragraphe 7 précédent. Nous pouvons ajouter que les premiers terrains ciblés par le CEN pour réaliser des mesures compensatoires se trouvaient juste à côté de la carrière : il s'agissait des terrains du rocher de Saint Anne, sur la motte rocheuse après l'éperon au droit de la RN 90 en direction d'Aime. Ces terrains étaient ceux les plus intéressants des points de vue de l'écologie et de la proximité avec l'éperon rocheux. Malheureusement la commune d'Aime la Plagne propriétaire de ces terrains, n'a pas souhaité établir de convention ou d'ORE avec le CEN et la société. Le CEN a donc étendu ses recherches de terrains sur la vallée. L'historique complet des recherches qui ont été menées par le CEN pour trouver les terrains des mesures compensatoires est présenté au classeur 1 Demande, à l'annexe 11 (pages 183-187).

9. Observation n°133 (Chenu Hervé)

M. Chenu observe que l'exploitation était réalisée de manière non réfléchie à l'époque, il y a 20 ans. Comme expliqué plus haut, la réglementation a beaucoup évolué depuis, ainsi que les techniques d'exploitation et de minage. La société a repris l'exploitation de l'éperon dans les années 90. Depuis 2 décennies, la situation s'est améliorée. Le site fait désormais l'objet de nombreux suivis réglementés. L'exploitation de la carrière est conduite dans le respect de l'arrêté d'autorisation. La DREAL n'a pas relevé de non-conformités lors des dernières visites d'inspection.

Concernant l'impact paysager du site, se référer au paragraphe 3 en partie 1. Les carrières ne sont pas toutes exploitées en dents creuse. D'autres carrières sont exploitées à flanc de Montagne.

Concernant les fermetures de la RN 90 et l'impact sur la circulation, se reporter au paragraphe 5 en partie 1. L'exploitant rappelle que les fermetures seront de courtes durées et prévues à des dates et plages horaires les moins impactantes pour ce trafic.

Pour la poussière, se reporter au paragraphe dédié en partie 1. L'exploitant s'efforce d'améliorer la gestion des poussières qui malgré les mesures mises en place et les expérimentations faites, continuent d'être un sujet pour les villetains. L'exploitant poursuivra ses efforts et fera une demande de raccordement au réseau d'eau communal pour ne plus être en pénurie d'eau l'été.



Pour ce qui est de l'exploitation de la crête nord, l'exploitant s'est déjà prononcé à ce sujet au paragraphe 4 en partie 1.

Il est effectivement possible d'arrêter l'exploitation de carrières. Cependant dans une zone ne disposant d'aucune autre site d'approvisionnement actuellement ou d'ici plusieurs années (le temps qu'une carrière ouvre ailleurs, si un tel site est trouvé et que l'instruction aboutie à un arrêté d'autorisation), est-ce bien un choix raisonnable ? Ouvrir un site plus éloigné des villages serait bien entendu plus simple pour tous, mais les contraintes guidant l'ouverture d'une carrière sont si variées, qu'il est bien souvent impossible de pouvoir cocher tous les critères de sélection favorablement (l'éloignement des habitations faisant aussi partie des critères de sélection), un compromis est toujours effectué in fine.



Conclusion

Durant l'enquête publique menée du 13 septembre 2021 au 15 octobre 2021, 133 observations ont été reçues. Ces 133 observations déposées au cours de l'enquête publique ont permis de mettre en avant les principales thématiques sur lesquelles les riverains de Villette (plus particulièrement) et les acteurs de la Tarentaise (plus largement) sont concernés.

On notera le déséquilibre des observations, entre celles venant de Villette et celles ne venant pas de Centron, 2 bourgs concernés « sur le papier » par la carrière et son renouvellement. Les riverains de Centron, du Villaret ou des Esserts ne se sont pas (ou très peu³) manifestés durant cette enquête publique alors qu'ils se situent eux face à l'exploitation, et que Villette est masqué de la carrière totalement par une colline en partie boisée.

En écho au souhait du Commissaire enquêteur, l'exploitant a proposé dans ce mémoire de nouvelles mesures et des engagements visant à améliorer le quotidien des riverains et à rétablir une relation de confiance avec les villetains en particulier, à savoir :

- Pour les poussières, une demande de raccordement au réseau d'eau communal sera effectuée en vue de ne plus dépendre du Nant Agot et de ne plus risquer de ne pas avoir assez d'eau en période estivale pour les abattre. L'exploitant continuera ses recherches et expérimentations pour tenter de trouver une solution efficace au problème de la levée de poussières lors des tirs de mines en se tenant informé de l'évolution des meilleures techniques disponibles au sein de la profession ;
- Pour les vibrations, l'exploitant s'engage à contrôler la surpression aérienne et à veiller à ce que celle-ci soit inférieure à 125 dBL (connu pour être le seuil de confort). Le prestataire en charge d'effectuer la pose des capteurs de vibrations devra prendre systématiquement le capteur scellé en photographie et préciser dans son rapport de tir avec quel matériau il a été scellé. L'exploitant est favorable au fait de proposer à des villetains de venir assister à la pose du capteur et à la lecture des résultats s'ils le souhaitent. Un organisme externe certifié pourra être amené à venir contrôler les mesures de vibrations, à la demande de la DREAL. L'exploitant n'est pas opposé à modifier l'emplacement du capteur à condition qu'il soit accessible en permanence. Il est aussi rappelé que les riverains peuvent demander qu'une mesure soit réalisée chez eux en contactant la carrière au préalable. Enfin l'exploitant communiquera les résultats des mesures de vibration à la Mairie d'Aime la Plagne (si aucun représentant de Villette n'est désigné) ;
- Pour le bruit, l'exploitant veillera à faire une campagne de sensibilisation auprès des chauffeurs pour leur rappeler que l'usage du klaxon se limite strictement aux situations de

³ Quelques personnes venues déposer leurs commentaires n'ont malheureusement pas renseigné leur lieu de vie, ces observations sont minoritaires en nombre (26 sur 133). La majorité des observations négatives a été déposée par des habitants de Villette. Il est intéressant de noter que la population de l'ex commune de Montgirod (dont font partie les bourgs de Centron et du Villaret, tout autant concernés par le projet) est de 500 habitants au dernier recensement 2018 de l'INSEE, rapport 2021. Aussi sur les 133 observations déposées, 20 sont favorables au projet. La majorité des observations déposées sur le registre sont donc déposées par des villetains comme le montre la grille de synthèse.



danger. L'exploitant s'engage à maintenir en bon état le bardage de l'installation de traitement et à faire respecter la limitation de vitesse par les engins et les PL sur le site.

De manière générale pour améliorer la gestion des nuisances et fluidifier la communication avec les habitants de Villette, l'exploitant propose qu'un représentant du village (éventuellement du conseil municipal) soit désigné pour communiquer régulièrement au besoin, avec l'exploitant sur la vie du site et le ressenti des riverains en vue d'une recherche d'amélioration. Cette proposition est à travailler et nécessite d'être partagées par les riverains, sans quoi elle serait inutile.

Aussi, pour assurer l'efficacité des CLIS, l'exploitant propose que celles-ci soient réitérées chaque année et que la DREAL, la Commune d'Aime la Plagne, le ou les représentants de Villette, les associations existantes intéressées par le sujet et les communautés de commune, soient invités à cette occasion.

L'exploitant a rappelé dans ce mémoire le dimensionnement du projet sur 30 ans, justifié dans le dossier de demande. Par ailleurs, l'exploitation de la crête nord en direction du village de Villette, crainte des habitants, n'est en aucun cas l'objet de cette présente demande d'autorisation d'exploiter sur 30 ans.

Aussi, les observations en faveur de cette demande, montrent bien que le renouvellement du site est attendu par les acteurs locaux du BTP désireux de conserver un site d'approvisionnement de qualité local et sur une durée pérenne (acteurs économiques importants qui ont montré leur apport à la vie sociale et à l'économie du pays lors de la période Covid - à contrario de l'activité touristique qui elle a été impossible car interdite). Les acteurs du BTP, quelques riverains et élus, sont bien conscients que la fermeture du site aurait un impact désastreux pour la Tarentaise en termes d'impact environnemental (CO2) et d'approvisionnement.

Enfin nous terminerons sur le fait qu'au regard des fondements des observations négatives émises, seulement sur une partie du territoire consulté (pour 3 communes consultées), des réponses faites à toutes ces observations, tant positives que négatives, nous renouvelons notre souhait de voir notre autorisation être renouvelée pour 30 ans afin de poursuivre notre participation active à la vie socio-économique et environnementale de la vallée de la Tarentaise, par la production de granulats de qualité tout en permettant le recyclage et la valorisation des déchets inertes du BTP.